

# Le Monde

PAR AVION  
D.R.S. 350  
HELLENIC DISTRIBUTION BY  
Le Monde des livres  
Garbo, icône de nos désirs  
pages 15 à 18

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16035 - 7 F

VENDREDI 16 AOÛT 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Africains sans papiers : les appels à la négociation se multiplient

LES TROIS CENTS Africains sans papiers, réfugiés depuis le 28 juin dans l'église Saint-Bernard, à Paris, redoutent une expulsion prochaine par les forces de l'ordre. Bon nombre d'entre eux, sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, ont jusqu'au 17 août pour quitter le territoire alors que le gouvernement ne paraît pas vouloir dévier de sa ligne de fermeté. Jeudi 15 août, une messe de solidarité devait être célébrée en l'église. Le curé de la paroisse a refusé de signer les ordres de réquisition demandés par la préfecture de police. Comme de nombreuses personnalités et associations, il appelle le gouvernement à rouvrir des négociations.

Lire page 6

## M. Juppé a été contraint d'intervenir pour rassurer les marchés financiers

Le gouvernement peine à réduire le déficit budgétaire

LE PREMIER MINISTRE a interrompu ses vacances, mercredi 14 août, pour calmer l'agitation dont le franc pâtit depuis plusieurs jours. Les marchés financiers s'étant inquiétés de la perspective d'une enquête judiciaire contre les anciens dirigeants du Crédit lyonnais, interprétée comme une manœuvre de déstabilisation de Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, Alain Juppé a assuré qu'il « n'existe aucun conflit entre le gouvernement et la Banque de France ». Il a aussi affirmé qu'il avait pas l'intention, malgré la mauvaise conjoncture et les critiques de sa majorité, d'infléchir sa politique économique. Pourtant, fin juin, le déficit du budget de l'Etat était en réduction de seulement 1,5 milliard de francs par rapport à 1995, alors que le gouvernement a promis une baisse de 35 milliards pour l'année 1996.

Lire pages 5 et 20



## Les Chypriotes grecs en état de choc

Un policier turc a tiré sur la foule

LA TENSION est très vive à Chypre où le sang a coulé, pour la deuxième fois en quatre jours, sur la « ligne verte » qui sépare depuis 1974 le sud de l'île du nord occupé par la Turquie. Un Chypriote grec âgé de 26 ans, Solomos Solomou, a été tué mercredi 14 août par un policier chypriote turc qui a ensuite ouvert le feu sur la foule, blessant deux « casques bleus » britanniques et neuf autres personnes dont une femme, grièvement atteinte, qui se trouvait à cinq cent mètres de là, côté grec, rapporte notre envoyée spéciale, Françoise Chipaux.

La scène s'est passée à Dherynia, au sud-est de Nicosie, à l'endroit même où, dimanche 11 août, un autre Chypriote grec, Tassos Isaac, avait été battu à mort par des Chypriotes turcs lors d'une manifestation contre la division de l'île. C'est en sortant de son enterrement qu'une partie de l'assistance s'est dirigée vers Dherynia afin de se re-

cueillir. Echappant aux « casques bleus » censés empêcher le passage de la ligne de démarcation, Solomos Solomou a pénétré en zone turque et a été tué alors qu'il grimait au mât où flottait le drapeau chypriote turc.

Les représentants des Nations-Unies à Chypre ont qualifié ces tirs de « totalement injustifiés » et ont protesté officiellement auprès des autorités militaires turques. Les appels au calme du président chypriote Glafcos Cléridès suffiront-ils à éviter d'autres incidents sur cette ligne de démarcation qui matérialise la division illégale du pays ? Les « casques bleus », stationnés à Chypre depuis les violences intercommunautaires de 1964 et qui, à partir de 1974, ont été déployés sur la « ligne verte », sont accusés au mieux d'inefficacité, au pire de complicité par les Chypriotes grecs.

Lire page 3  
et notre éditorial page 8

# La colère monte à Chypre après le meurtre d'un deuxième manifestant

## Un policier turc a tiré sur la foule massée près de la ligne de démarcation

Pour la deuxième fois en trois jours, un jeune Chypriote grec a été tué pour avoir franchi la ligne gardée par les Nations unies qui sépare la

République de Chypre de la zone occupée par l'armée turque. Un policier chypriote turc n'a pas hésité à tirer sur une foule désarmée de ma-

nifestants et de « casques bleus ». L'ONU a protesté contre ces tirs « totalement injustifiés » (lire aussi notre éditorial page 8).

### NICOSIE

de notre envoyée spéciale

La colère gronde à Chypre, où la mort – quasiment filmée en direct – du deuxième manifestant tué par les forces de sécurité chypriotes turques en moins de trois jours a profondément traumatisé la population.

Ce nouvel et grave incident s'est produit alors que plusieurs centaines de personnes qui venaient d'assister aux obsèques de Tassos Isaac, vingt-quatre ans, battu à mort dimanche par des Chypriotes turcs lors d'une précédente manifestation, voulaient déposer une gerbe sur le lieu du drame, dans la zone-tampon séparant, depuis l'invasion turque de 1974, les parties turque au nord et grecque au sud. Echappant à la police chypriote grecque qui tentait avec l'aide des soldats de l'ONU de contenir la foule, Solomos Solomou, vingt-six ans, avait pénétré de quelques mètres dans la partie nord de l'île occupée par l'armée turque et s'appropriait à arracher un drapeau turc quand il a été atteint au cou et à la tête de trois balles tirées par un membre des forces de sécurité chypriotes turques. Ce dernier, visible sur les images abondamment diffusées par la télévision, a alors arrosé la foule de balles, provoquant une panique indescriptible.

Une femme de cinquante-neuf ans qui se trouvait à quelque 500 mètres des lieux de l'affrontement a été atteinte grièvement à l'abdomen. Onze autres manifestants ainsi que deux « casques bleus » britanniques, dont l'état

n'inspire pas d'inquiétude, ont ainsi été blessés par balles. Comme cela s'était passé dimanche, la scène s'est déroulée sous les caméras des télévisions, aggravant la rancœur d'une population mal remise déjà des images très dures du lynchage de Tassos Isaac. La police chypriote grecque ainsi que les soldats de l'ONU qui s'étaient massivement déployés pour tenter d'empêcher la foule de pénétrer dans la zone-tampon ont été, encore une fois, débordés par les manifestants en colère. Quelque trois mille personnes venaient d'assister, en présence du président de la République chypriote, Glafcos Cléridès, aux funérailles de Tassos Isaac. Et c'est un de ses cousins qui a été tué.

### L'ONU EN ACCUSATION

Se gardant cette fois de renvoyer la responsabilité de ces nouveaux incidents sur les autorités des deux communautés, le représentant spécial de l'ONU à Chypre, Gustave Feissel, a déclaré « totalement injustifiés » les tirs des forces chypriotes turques. Il a affirmé que le commandant de la force de l'ONU à Chypre, le général finlandais Ahti Vartiainen, s'était rendu dans la partie nord de l'île pour protester auprès du commandant des troupes turques, Hasan Kundakci. Dans une déclaration à New-York, le président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU a pour sa part indiqué que les quinze membres du conseil ont mis en garde contre « toute escalade de la situation aux alentours de la zone-tampon et demandent à toutes les parties d'exer-

cer de la retenue et en particulier de respecter la zone-tampon ». « Si le conseil constatait que ces avertissements ne sont pas pris en considération, une action plus vigoureuse serait décidée », a ajouté Tono Eitel.

Ces gestes de l'ONU risquent d'être jugés bien timides par les Chypriotes grecs, dont beaucoup accusent les soldats de l'ONU de passivité, sinon de complicité. Vingt-deux ans après la division de l'île, beaucoup de Chypriotes grecs ont le sentiment que la présence de l'ONU a contribué au maintien d'un statu quo qui satisfait la Turquie, consacrant ainsi la partition de facto de l'île. Le renvoi des dos des deux communautés est de plus en plus mal accepté par les Chypriotes grecs, qui y voient une reconnaissance tacite de l'injustice commise à leur égard lors de l'occupation de l'île par l'armée turque, consécutive à un coup d'Etat à Nicosie inspiré par le régime des colonels alors au pouvoir à Athènes (lire ci-dessous).

Devant l'aggravation de la situation, le président Glafcos Cléridès a appelé mercredi soir la population « au calme et à la retenue », tout en admettant « son amertume et son indignation ». « Les actes irresponsables pouvant conduire à une confrontation militaire ne peuvent plus être tolérés, vu les visées expansionnistes de la Turquie », a-t-il affirmé, dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil national de sécurité. La marge de manœuvre du gouvernement est limitée sur un sujet hypersensible pour une population au nationalisme exacerbé. Le mi-

nistre grec de la défense, Gerassimos Arsenis, a lui aussi appelé les Grecs à « garder leur sang-froid, être responsables et déterminés ». Le premier ministre grec, Costas Simittis, a annoncé qu'il se rendrait à Chypre pour assister aux obsèques de Solomos Solomou, qui risquent une nouvelle fois de provoquer des incidents.

Traditionnelle lors des commémorations annuelles de l'invasion turque, la montée de la tension à Chypre a pris cette année une tournure exceptionnelle en raison, semble-t-il, des craintes nées des perspectives de règlement qui ne satisfont pas la population chypriote grecque. A la veille de la manifestation à l'origine des troubles actuels – des motards qui voulaient rejoindre la ville de Kyrenia, occupée, pour manifester leur droit à se déplacer librement –, l'éditorialiste du *Cyprus Weekly* écrivait : « La détermination des motocyclistes (...) est un signe évident que la frustration a atteint un niveau dangereux, sinon explosif. Celle-ci se nourrit des indications que les Etats-Unis et autres bien-pensants essayent d'imposer un règlement qui ignorera les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur Chypre et bafouera les élémentaires droits de l'homme. » « La frustration grossit, poursuivait-il de façon prémonitrice, en raison du perpétuel refus des principales puissances occidentales de faire pression sur la Turquie pour l'obliger à respecter la loi internationale et les résolutions de l'ONU. »

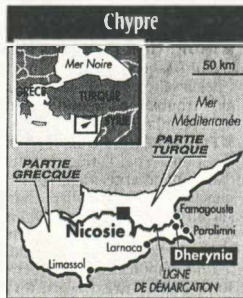
Françoise Chipaux

## Deux communautés dans une île divisée depuis 1974

CHOISIR une date pour le début du conflit à Chypre est déjà un casse-tête. 1974 ? 1963 ? 1955 ? La conquête ottomane en 1571 ? Pour s'en tenir au dernier demi-siècle, le conflit qui déchire cette île de la Méditerranée orientale, proche des côtes turques et syriennes, a plusieurs fois changé de nature, et de cible.

La situation actuelle remonte au 24 août 1974 : ce jour-là, l'armée turque, débarquée le 19 juillet précédent, s'arrête après avoir occupé militairement 37 % du territoire nord de Chypre. Elle s'y trouve toujours aujourd'hui, forte d'environ 30 000 hommes, en toute illégalité. Mais quels sont les événements qui ont conduit à faire de Nicosie la dernière capitale divisée d'Europe ? D'abord, les conditions de la décolonisation.

La violence a commencé le 31 mars 1955, par une série de bombes contre l'autorité britannique, posées par l'EOKA (Organisation nationale des combattants chypriotes) au nom d'une vieille idée chère à la majorité helléno-phonie de l'île, l'*enosis*, le rattachement à la Grèce. Pour prolonger une présence qu'elle jugeait indispensable en Méditerranée orientale, la Grande-Bretagne s'est alors appuyée sur la population



turcophone et a joué des divisions des hellénophones entre communistes et nationalistes. L'indépendance, officielle, le 16 août 1960, est empoisonnée et incomplète : la jeune République a trois « garants » encombrants, la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie. Les institutions paritaires dont elle est dotée n'empêchent pas des violences intercommunautaires (1963-1964) largement au détriment de la minorité turcophone, qui entraînent le déploiement des soldats de la paix de l'ONU. A la méfiance qui s'est instaurée entre les Grecs (80 % de la population) et les Turcs (20 %) s'ajoute une méfiance de l'Occident envers

l'ethnarque Makarios, le chef de l'Eglise orthodoxe devenu président élu de Chypre, qui s'est rapproché des pays non alignés et passe pour prosoviétique. C'est la déposition de Mgr Makarios lors d'un coup d'Etat fomenté par les colonels grecs avec le soutien tacite des Etats-Unis, le 15 juillet 1974, qui a conduit la Turquie à intervenir militairement pour protéger la minorité turcophone et réaliser au passage une vieille ambition, le *taksim*, la division de Chypre.

### QUATRE MILLE MORTS

Cette guerre éclair – menée par le gouvernement de Bulent Ecevit, auquel participait déjà Necmettin Erbakan, l'actuel premier ministre islamiste turc – a fait parmi les chypriotes grecs près de 4 000 morts, 1 600 disparus et 180 000 réfugiés.

Le retour rapide à la légalité démocratique dans le sud de l'île n'y a rien changé, pas plus que la chute de la dictature des colonels à Athènes : Ankara a maintenu son occupation. Plus, elle a suscité la création, en 1983, d'une « République turque du nord de Chypre » qui n'est reconnue par aucun autre pays, et mené une politique de peuplement en attirant sur l'île des

Turcs de souche à qui on a donné des terres et des maisons – mais pas de titres de propriété... Espérez-elle faire à la longue exister cette « République » sans statut juridique, soumise à un embargo commercial, postal, sportif à peu près complet, et que dirige Rauf Denkash, leader historique de la communauté turque chypriote ?

Les Nations unies ont joué à Chypre un rôle ingrat. Elles y ont eu jusqu'à 6 400 soldats, à leur arrivée en mars 1964, pour maintenir la paix entre les deux communautés de l'île. Redéployés le long de la ligne de démarcation après l'invasion turque du Nord, les « casques bleus » ne sont plus désormais que 1 320. L'ONU n'a jamais réussi à faire progresser un processus de paix crédible.

Outre les Etats-Unis qui cherchent à réconcilier leurs alliés turc et grec, l'Union européenne espère jouer un rôle dans une possible solution. La promesse qu'elle a faite à Chypre d'entamer des négociations pour son adhésion six mois après la fin de la Conférence intergouvernementale sur la révision des institutions de l'Union pourrait contribuer à secouer le statu quo.

Sophie Gherardi

The Guardian 15/8. p. 6.

## Greek Cypriot killed as violence erupts in buffer zone

Chris Drake in Nicosia

**A** GREEK Cypriot was killed and two unarmed British soldiers serving with the UN peacekeeping force were wounded yesterday in clashes which erupted after the killing of another Greek Cypriot in the buffer zone between the island's Greek and Turkish communities.

The soldiers, members of 39 Regiment, Royal Artillery, had been sent to the south-east of the island as reinforcements to the Austrian contingent. They were not seriously hurt.

The clashes occurred less

than an hour after the funeral of Tassos Isaac, a Greek Cypriot aged 24, who was beaten to death during a demonstration on Sunday.

Hundreds of young mourners marched to the UN's buffer zone at Dherynia. The Greek Cypriot police and military forces failed to hold back the demonstrators and large numbers headed to the no man's land, from where the Turkish troops and Turkish Cypriot police could be seen.

The unarmed UN peacekeepers in their blue helmets had formed a human chain and seemed to be controlling the situation.

Suddenly Solomos Spyrou, a bearded man dressed in black, ran to the Turkish ceasefire line.

A UN soldier chased and grabbed him, but he broke free and began climbing a Turkish flagpole.

From behind the Turkish lines shots rang out and he fell dead, a cigarette still in the corner of his mouth. Then more shots came from the same area and there was panic.

The British soldiers took cover as the demonstrators fled. There was a shout from one soldier for an ambulance, but even as it arrived, some Greek Cypriots returned to try to reach the

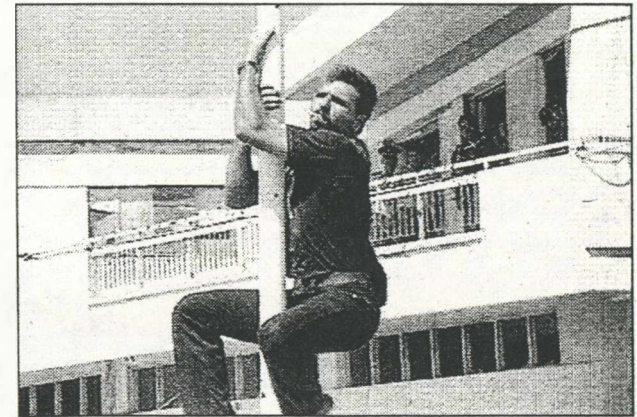
Turkish line. They had to be restrained by the UN soldiers.

One demonstrator was seen threatening a soldier with a large wooden club.

The shooting convinced most of the demonstrators to keep their distance and move back behind their own police barriers.

Within hours, the UN had protested to the Turkish forces in the north against what it described as a "completely unwarranted reaction".

The dead man, aged 26, was a refugee from Turkish-occupied Famagusta. He had been living in Paralimni and knew Isaac.



Solomos Spyrou broke free from UN soldiers to climb this flagpole and was shot dead from behind Turkish lines

Le Monde

p.1

16/8/96

Οι Ελληνοκύπριοι σε συγκρούσεις

Τούρκος αστυνομικός πυροβολεί το πλήθος

Περιγραφή των 2 θανάτων

The Guardian

p.6

15/8/96

Ελληνοκύπριος νεκρός σε έκρηξη βίας στην ουδέτερη ζώνη

Ο πυρετός ανεβαίνει στην Κύπρο μετά τον φόνο και δεύτερου  
διαδηλωτή

Τούρκος αστυνομικός πυροβολεί κατά του συγκεντρωμένου πλήθους  
κοντά στη διαχωριστική γραμμή

Ο εκπρόσωπος του ΟΗΕ διακήρυξε: "τελείως αδικαιολόγητοι οι  
πυροβολισμοί των Τουρκοκυπρίων"

Δύο Κοινότητες σ' ένα διχοτομημένο νησί από το 1974

Ιστορική διαδρομή στα γεγονότα της Κύπρου από το 1955